

ALIS, pour un regard en direction du Moyen-Orient

*Texte paru dans la revue Art Scènes,
Numéro 11, printemps 1998.*

Au Moyen-Orient ce sont les créateurs indépendants qui produisent un véritable travail et non les structures officielles... Et quelque soit l'aveuglement, farci des meilleures intentions, de certains artistes occidentaux, c'est là que toute notre attention doit être portée : les résultats en seront d'autant plus intéressants que ce ne seront pas ceux que nous attendions. Ce qui se produit, se crée ou est sauvé de l'oubli, dans de telles structures et de telles conditions, ne correspond pas aux critères de l'art contemporain occidental. Mais, sur terre, n'y a-t-il que l'art contemporain occidental?

Il y a urgence d'ouverture à l'étrangeté, à l'ailleurs. Les créateurs peuvent être les vecteurs de cette ouverture. Malheureusement, nous pouvons aussi être les reproducteurs des pires schémas ethnocentriques. Ainsi lorsque nous allons voir ailleurs uniquement pour nous assurer que nous retrouverons bien, "là-bas" aussi, les mêmes réponses qu'ici à nos désirs de création. Et si nous ne trouvons pas les "bonnes réponses", notre déception n'est que de courte durée, car elle ne fait que confirmer "l'avance" évidente de notre génie créatif sur ces "contrées arriérées". Nous, occidentaux, allons montrer aux "autres" ce que nous savons faire, supposant que cela les intéresse, toujours persuadés de notre utilité, si ce n'est imbus de notre nécessité. Or, les pratiques réellement créatives, au Moyen-Orient, se développeront en total décalage, dans le temps et dans les effets, avec les attentes occidentales en matière artistique, culturelle, et souvent politique.

Nous sommes allés en Egypte il y a cinq ans¹ et nous avons rencontré Hassan El Geretly, metteur en scène de la compagnie indépendante El Warsha, au Caire.

En 1996 au Festival d'Avignon², nous expliquions (nous tentions d'expliquer!) avec Hassan El Geretly, que depuis la rencontre d'ALIS et du groupe El Warsha en 1992, nous n'avions rien produit de tangible, et que nous en étions très fiers. Fiers de ne rien faire, (de ne rien montrer plutôt), nous pouvions l'être parfois, à la vue des dégâts qu'occasionnent certaines opérations de coopération culturelle. Opérations qui ne manquent cependant pas de provoquer la satisfaction de leurs instigateurs officiels, politiques, mais aussi, ce qui est plus grave, artistiques.

Nous avons cependant, dans notre rapprochement silencieux, trouvé quelques adeptes et quelques appuis, rares mais efficaces. Notamment celui de l'A.F.A.A..

L'aventure d'ALIS avec le Moyen-Orient s'est construite alors que nous n'avions aucune prédisposition particulière à l'égard des pays du Moyen-Orient. Donc, peut-être, grâce à cette lacune. En effet, il n'y a rien dans notre travail qui puisse être assimilable à des formes existantes au Moyen-Orient. A priori, rien non plus qui puisse justifier, là-bas, la pertinence de nos recherches, de nos pratiques. C'est en fait la sécheresse-même de ce constat, cette table rase, qui fut le meilleur terrain d'un fructueux dialogue de civilisation à civilisation. Parce

¹ En 1992

² Lors de rencontres organisées par l'A.F.A.A. et le SYNDÉAC sur les coopérations entre structures culturelles françaises et étrangères.

qu'aucun enjeu d'efficacité, de renommée ou de diplomatie n'est venu parasiter cette écoute mutuelle.

Il fallut d'abord, d'une rive à l'autre de la Méditerranée, nous reconnaître comme "homologues". Les fonctions que nous exerçons, dans nos univers culturels respectifs, ne sont pas "identiques". Cette homologation s'est donc constituée autour de la notion d'indépendance. La confiance s'est établie à partir de là : une petite structure occidentale, même subventionnée et missionnée par un ministère, n'en est pas pour autant à la solde d'un gouvernement, d'une ambition politique, voire d'une politique étrangère. De l'autre côté, cette liberté se paye généralement, d'une absence totale de subvention, et de nombre d'incertitudes tout à fait palpables : censures, atteintes à la liberté de déplacement, attaques de la presse officielle ou non, tracasseries administratives.

Aujourd'hui se met en place un réseau informel d'artistes arabes, le "Arab Arts Project". Largement ouvert aux autres cultures, ce premier regroupement vise à la constitution d'une structure très souple et totalement indépendante : c'est-à-dire dont personne, ni aucun organisme ou institution, n'ait à attendre de retombées, si ce n'est les artistes eux-mêmes et les acteurs culturels dûment reconnus comme tels. Une des premières priorités sera de permettre à des artistes de se rencontrer, de communiquer. Ce qui n'est pas une évidence aujourd'hui.

Parallèlement, un autre réseau se constitue en Europe : le "Fonds de Mobilité pour les Artistes des Pays de la Méditerranée". Ce "jumelage" permettra d'assurer la circulation des informations et des artistes, les soutiens financiers ou administratifs, l'orientation... Il permettra aussi de promouvoir de nouveaux comportements évitant ainsi certains abus : aujourd'hui, rien ne se traite sur un pied d'égalité entre partenaires trans-méditerranéens.

Les échanges informels, aux travers de ces réseaux, sont d'une extrême urgence. Ils déboucheront sans aucun doute sur des actions concrètes. Mais, cette fois espérons-le, avec un véritable aller et retour. Et sans le mépris, souvent parfaitement partagé, qui préside aux simulacres des échanges actuels. Ces réseaux constituent un grand espoir pour ceux qui, d'un côté comme de l'autre, ont pris conscience de la carence actuelle de dialogue entre nos civilisations et de l'inefficacité de l'application mécaniste de nos schémas habituels pour résoudre cette véritable crise.

Les politiques culturelles des services diplomatiques européens sont aussi perçues par certains acteurs culturels du monde arabe comme une sorte de compensation aux lois sur l'immigration, et sur l'interdiction de fait, pour les non-européens, de pouvoir voyager en Europe.

Face à ce phénomène, ce sera aux artistes eux-mêmes de se reconstituer une légitimité vis-à-vis de leurs homologues du tiers-monde.

La poursuite du dialogue est indispensable pour que les politiques d'échanges ne donnent plus lieu à des actions dont l'intérêt culturel n'est pas identifié par les acteurs culturels eux-mêmes.